

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS
PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE
C. C. P. Mlle Picard 5600-38 Paris

La manifestation de la République

Doute et méfiance

6 FEVRIER 1934. — Isolés du reste de la classe ouvrière par la tactique du « social fascisme », les travailleurs communistes ont buté seuls contre la police. Mais unis dans les comités de vigilance spontanément surgis à la base les travailleurs imposent le front unique à leurs dirigeants et c'est la victorieuse république du 12 février. Ce grand mouvement d'unité, bien que pris en main par les directions, imposera la reconstitution de l'unité syndicale et obtiendra une grande grève de 1936.

13 Février 1949. — Cette même place de la République voit à nouveau le spectacle d'une classe ouvrière désemparée. Le Parti Socialiste ne s'est même pas donné la peine d'organiser la moindre commémoration de 1934. On ne peut pas mobiliser les masses contre le fascisme quand les ministres du parti en préparent le lit en brisant les grèves, en matraquant et emprisonnant les militants. Le cortège du P.C.F. lui, est l'image d'un parti ouvrier qui s'isole de plus en plus. Pour masquer les conséquences de la scission syndicale et les effets réels de la C.G.T. et du P.C.F. on a fait des groupes locaux sans distinction d'organisation. Ce n'est ni cela, ni la présence du P. S. U. qui pouvait empêcher les militants communistes qui étaient présents de se poser de graves questions à propos de la politique de leur parti.

Ces questions, d'autres militants du P. C. F. se les posent: « France Nouvelle », dans un long article digne des résolutions du Komintern, essaye, cette semaine, au nom de la démocratie, de salir les dirigeants fédéraux et locaux en désaccord avec le C. C. Et à la fin de l'article on trouve le mot « démission » des « grands électeurs », et de vieux militants regardent non à l'ordre venu du C. C. de faire des listes en commun avec « tous les adversaires du plan Marshall sans distinction du parti », mais qu'ils y opposent la tactique des listes de front unique avec les candidats du P. S. pour battre les candidats Duladieristes.

Cette abstention des larges masses aux manifestations, cette méfiance manifestée dans les usines à l'égard des organisations syndicales et de leurs mots d'ordre, ces crises dans les partis ouvriers sont autant de camouflets à l'égard des chefs. Le P.C.I. a proposé un programme susceptible de réaliser le front unique, il a proposé ce front unique à toutes les organisations. Ni les chefs du P.C.F., ni ceux de la S.F.I.O. ne veulent y répondre. Ce front unique, ils ne veulent pas le réaliser, ils préfèrent, les uns, prétendre que Blum et de Gaulle, c'est la même chose, les autres que le stalinisme, c'est du fascisme. Et cette division sert aux uns à pratiquer leur politique de « loyauté gérants du capitalisme », aux autres à mettre la combativité ouvrière au service des intérêts de la clique dirigeante du Kremlin.

Mais cette division, elle est mise au profit par la bourgeoisie qui accentue son offensive contre le niveau de vie des travailleurs. Elle sert de Gaulle, l'aspirant dictateur, qui choisit ce même 13 février pour lancer ouvertement son premier appel au coup de force.

Les militants ouvriers doivent comprendre que manifester son hostilité aux dirigeants ne peut suffire pour éviter la défaite. Ils doivent reprendre l'appel au front unique lancé par le P.C.I. et imposer à leurs dirigeants le programme et la tactique qu'il préconise.

Pour barrer la route à de Gaulle en 1949 comme ils l'ont barré à La Roche en 1941, pour lutter contre la misère organisée de Moch et Quvenille, comme ils ont lutté contre les décrets Laval, ils réaliseront, malgré leurs chefs, leur front unique de classe. M. COYDIN.

A bas la guerre d'Indochine! Vive l'indépendance du Vietnam

De nombreuses résolutions ayant un contenu identique nous sont parvenues des travailleurs vietnamiens captifs en France. Les Travailleurs Vietnamiens, Considérant que la guerre qu'on a imposée au Vietnam depuis des années est une violence faite à un peuple qui lutte pour son droit à la vie et à la liberté; Exigant que le Gouvernement français cesse les négociations diplomatiques avec les fascistes Xuan et Bao Dai et mette un terme à ce conflit sanglant, qui a coûté tant de vies et de biens aux deux peuples, par la reconnaissance de l'UNITE et de l'INDEPENDANCE du Vietnam.

Augmentation égale pour tous des salaires, traitements et retraites!

DANS toutes les entreprises, la classe ouvrière combat pour ses conditions d'existence. Des milliers de milliers d'usines aux ouvriers boulangers, en passant par les fonctionnaires, ce sont tous les secteurs de la classe ouvrière qui se heurtent au patronat et à son gouvernement. Malheureusement ces combats qui, unifiés quant aux revendications et coordonnés quant à l'action, seraient irrésistibles, sont maintenus isolés. Ils sont isolés les uns des autres comme s'ils se produisaient dans une planète différente de celle où bouillonne la volonté de lutte de tous les travailleurs.

LES GREVES « TOURNANTES » CONTINUENT A L'ECHELLE DES ENTREPRISES

Panhard, Bronzavia, S. A. G. E. M., Hispano, S. N. E. C. M. A., etc., luttent chacune dans leur coin, les hospitaliers, les fonctionnaires, les boulangers, les employés de la Banque ou des semi-officiels également.

Quelquefois même c'est atelier par atelier que la lutte est conduite comme à la S.N.C.A.S.O. (de Courbevoie) ou à Jeumont-Saint-Denis par exemple. La même stratégie criminelle qui a conduit à la défaite des mineurs est ainsi appliquée avec persévérance pour les besoins de la politique stalinienne.

Isolément et morcellement des luttes ne peuvent que satisfaire les directions sociale-démocrates F.O. et C. F. T. C. qui redoutent une véritable unité d'Action déterminant une lutte générale contre la bourgeoisie.

Revendications de division

Il est évident que, dans ces conditions, les luttes abandonnées aux conditions locales, sans détermination démocratique des revendications, décalquent les mots d'ordre confédéraux.

C'est l'augmentation hiérarchisée de 4.000 francs pour l'employé qui apporterait 20 ou 30.000 francs pour le « cadre » dans la Banque. C'est chez Letourneau et Marchand à Neuilly, 5 francs pour la manoeuvre et de 6 à 8 fr. 50 hiérarchisés pour les autres catégories, etc. Augmentation hiérarchisée (pas assez de pain à ceux qui se battent pour donner plus que le superflu au valet du patron « cadre supérieur »), voilà la revendication de division imposée par les bureaucrates. Sur ce mot d'ordre, impossible de mobiliser tous les travailleurs et ce n'est qu'à bout de patience, sans enthousiasme, que les ouvriers se battent.

Une perspective claire

La méfiance, la dispersion ne résisteraient pas longtemps à la perspective clairement exprimée de réaliser l'union de toutes les couches de la classe ouvrière pour préparer d'irrésistibles actions d'ensemble: grandes manifestations, grèves générales pour la conquête du pain contre la bourgeoisie et son Etat.

A l'heure où il faudrait dire clairement qu'on va et prendre les chemins qui y mènent, ce n'est pas des directions traditionnelles que la classe ouvrière peut attendre cette action.

Ces directions, en 1934, n'ont pas pu résister à la poussée des masses qui voulaient l'unité. Mais elles ne les ont pas moins trahies en les empêchant de faire la Révolution (Blum et Thorez se sont vantés depuis d'avoir été les seuls capables de faire cesser les grèves). Aujourd'hui, ces directions trahissent en divisant, et par leurs mots d'ordre et par leur stratégie.

Immédiatement coordonner tous les mouvements

L'exemple des mineurs, de Panhard, de la Banque, après bien d'autres, prouve que si on ne lie pas entre elles toutes les luttes par des mots d'ordre communs, le combat des travailleurs s'épuise dans des grèves sans fin.

Partout les travailleurs, en fait, luttent pour un pouvoir d'achat suffisant. Ils veulent que l'augmentation conquise soit suffisamment substantielle pour leur permettre, tout en se dégageant de la misère la plus noire, de préparer la conquête du vrai minimum vital garanti par l'échelle mobile. La même coordination pour l'échelle mobile des heures de travail s'impose contre le chômage qui sévit dans de nombreuses branches.

Comités démocratiques d'Unité d'Action

C'est donc à tous les travailleurs conscients qu'il appartient de mobiliser l'ensemble de leurs camarades pour une augmentation égale pour tous. A l'heure où le minimum vital devrait être de plus de 24.000 francs par mois, un acompte minimum mensuel de 6.000 francs égal pour toutes les catégories est nécessaire. Un tel mot d'ordre sera capable de regrouper

toutes les tendances du personnel de l'entreprise et permettra une véritable et solide Unité d'Action démocratique.

UN COMITE « POUR LES 6.000 FRANCS », élu et contrôlé par tout le personnel, engagera le combat. Prenant contact d'une entreprise à l'autre, d'une corporation à l'autre, les travailleurs ressoudent leur front de lutte divisé par leurs dirigeants. Ainsi s'engagera vers la victoire la lutte générale. MAILLET.

Avec les mineurs du Nord

Un reportage de R. Dumont

En arrivant dans ce pays minier du Nord par une matinée de février, on est immédiatement plongé dans cette atmosphère misérable qui se dégage des cotons dans lesquels des années d'exploitation capitaliste ont contraint les mineurs à vivre. Dans une épicerie-café proche de Soignies où je demande mon chemin en interrogeant la tenancière, je m'efforce de constater l'absence de tout climat.

« Des le milieu de la quinzaine, c'est comme cela. Monsieur, me dit-elle, les ouvriers n'ont plus d'argent pour acheter quoi

exemplaires de la lettre de Frachon aux Métallurgistes de Chenard et Walker, lettre où éclatent les efforts des métallos voulant la grève générale. Son indignation est alors à son comble.

« Nous avons été trahis, dit-il, la grève générale était nécessaire pour faire triompher les mineurs, tous les gars ici la voulaient jadis, mais que l'ordre de grève arrive, ils espèrent que les dirigeants l'organiseront. Les dirigeants locaux, d'ailleurs, entretiennent leurs espoirs en ce sens et annoncent chaque fois de nouveaux dé-



que ce soit. La paye de la quinzaine suffit à peine pour huit jours! »

Voilà qui vient répondre aux mensonges des Lacoste et autres Moch sur les « avantages » des mineurs. « Depuis que les S.S. » sont venus occuper les puits pour en chasser les grévistes, cette situation n'a fait que s'aggraver », poursuit la brave femme.

Les S.S.I. Voilà comment dans le pays minier on appelle les G.R.S. et les gendarmes de Moch. Pour qualifier ces instruments de l'Etat et républicain de M. Auril, commerçants, mineurs, retraités n'ont justement pu que coller cette étiquette digne de la répression que ces brutes ont exercée. Les murs portent trace de la colère des gars de la mine: « Lacoste au poteau » allerné avec « Lacoste sera pendu ». Cette colère qu'ils contiennent aujourd'hui, contraints par les tchecs où les ont conduits des dirigeants indigènes, n'en anime pas moins leur volonté de préparer leur revanche:

« Oui, nous dit le mineur chez qui nous entrions, nous avons été trahis, et Les ouvriers voulaient la grève générale, tenez: ils venaient là, le long du chemin de fer, voir si les cheministes arrêtaient le travail comme le leur avait promis les dirigeants du sous-sol, et Dis que les trains s'espacient, ils étaient remplis d'enthousiasme, hilant pas pour longtemps, car il n'y est pas d'arrêt, pas de grève générale des cheministes et les trains de charbon arrivent de Belgique. »

« La démolition devait être grande, diem-nous.

« Oui, les camarades traitaient les cheministes de fringants. »

Nous expliquons alors au camarade mineur qu'au même moment, alors que les cheministes avaient courageusement débrayé dans nombre de gares (soit les usines d'autres par la stratégie stalinienne), Drouard, un des dirigeants des Cheminots, expliquait, au Congrès Confédéral, que les boites avaient eu la sagesse » de donner l'ordre de reprise du travail!

Nous montrons alors à ce camarade les

« trayaiges dans toutes sortes de corporations ». « Hions. »

C'est avec gravité qu'il ajoute: « Il n'y avait pas de risque qu'ils montrent cette lettre par ici, mais moi je vais la montrer aux camarades pour qu'ils se rendent compte du nécessaire remplacement de cette direction centralisée. » C'est là le vrai problème et c'est pour permettre à la classe ouvrière de se donner cette nouvelle direction révolutionnaire que les trotskystes démantèlent les dirigeants stalinistes.

« Venez, nous dit notre interlocuteur, nous allons aller à la mine, vous y verrez vous-même comment travaillent les ouvriers. » Chemin faisant, nous nous expliquons que, malgré tout, les mineurs de cette région, conscients de la nécessité de rester organisés pour préparer les luttes de demain, sont restés groupés à la C.G.T.

Malgré l'arrestation des délégués, le trouble dans l'organisation, près de 90 % des cartes sont déjà revues. Des débrayages ont eu lieu pour protester contre les sanctions, la combativité reste magnifique. Face à une direction de fait appliquant directement la politique de surexploitation et d'oppression du Gouvernement, les mineurs, battus dans un combat, ne s'estiment pas vaincus et veulent se préparer à la victoire.

Au puits, au-dessus de la lampisterie, figure le tableau « baromètre de la production », vestige honteux de l'époque où « l'Union sacrée » du stalinisme de la social-démocratie et du gaullisme poussait les mineurs à la production pour le plus grand profit du capitalisme et de son Etat-Patron.

« Tu vois, me dit un mineur, le baromètre est monté bien haut quand nous sommes d'achat lui est au fond du puits? A côté du « baromètre de la Production » existe un étrange cage de treillis métallique. Comme j'interroge sur ce sujet on me répond: « c'est la cage aux Allemands ». C'était là-dessus qu'à leur arrivée au puits comme à

(Suite page 4.)

Suite à l'affaire yougoslave

Le limogage de Markos

AVEC ses plus petits caractères d'imprimerie et dans un coin discret, la presse stalinienne, en France et ailleurs, a annoncé « la grave maladie du général Markos » et l'abandon de ses « responsabilités politiques et militaires ». Avec la même parcimonie et la même discrétion, la presse stalinienne a soigneusement évité, au cours des jours suivants, de donner des explications sur cet événement et de répondre aux accusations de journaux capitalistes. Ceci venait après une longue campagne tapageuse sur les « victoires de l'armée démocratique de Markos ».

Mais personne n'est dupe de la « maladie diplomatique » de Markos, ni des conséquences fatales qu'elle peut avoir pour sa vie. La fouille du limogage de Markos prépare toutes les éventualités, y compris l'annonce prochaine de sa mort à la suite de sa « maladie grave ». Ce n'est, en effet, pas la première fois que les dirigeants stalinistes, et les stalinistes grecs en particulier, régissent les divergences politiques par des moyens radicaux (coup de couteau, balle dans la nuque...). Rappelons le sort non seulement de plus de 400 trotskystes et archéomarxistes grecs, assassinés lâchement par l'O.P.L.A. stalinienne (Géoprou grecque) pendant les premiers mois de la « libération » de la Grèce et l'insurrection de décembre 1944. Rappelons aussi le sort des leaders stalinistes qui osèrent se déclarer en désaccord avec la politique de trahison ouverte suivie par les stalinistes grecs jusqu'à la capitulation de Varkiza; Glaukos, leader stalinien bien connu, Aras, Belouchiotis (incontestablement la figure la plus héroïque de la Résistance grecque qui s'opposa à la capitulation) et plusieurs autres stalinistes, qui furent assassinés par leurs confrères « idéologiques ».

Il aurait connu depuis longtemps le même sort, s'il était tombé dans le filet d'un complot du Géoprou. Du reste, l'affaire Markos se ritte officiellement à l'affaire yougoslave.

Nous avons dit, souligné et répété à plusieurs reprises, contre ceux qui sont impressionnés par la puissance stalinienne, que l'expansion sans heurts, sans crises, sans convulsions, du régime policier du Kremlin à toute une partie du monde et pour une période historique, qu'en réalité, l'expansion stalinienne d'après-guerre signifie l'aggravation de la crise interne du système, l'introduction de nouvelles ferments, de nouvelles contradictions, de nouvelles forces centrifuges qui précipiteront sa dislocation convulsive. L'affaire yougoslave avait ce sens, et ne fut qu'une première grave et ample manifestation de cette crise nouvelle de la crise du stalinisme. L'affaire grecque se place sur le même terrain; elle est le prolongement organique des mêmes racines qui ont provoqué à « dissidence titiste ».

Partout où le mouvement stalinien, durant et après la seconde guerre, se développa en tant que mouvement effectivement lié aux masses en révolte et en dehors d'un contrôle direct et absolu des agents du Kremlin, il en résulta à la fin une mésentente avec le Kremlin et la possibilité d'une résistance active de celui-ci pour subjuger totalement à nouveau ces mouvements.

Examinons l'affaire grecque de plus près. La principale base des partisans grecs, qui leur a permis de tenir, fut l'aide de la Yougoslavie de Tito et en partie de l'Albanie. Adossés aux frontières de ces deux pays, ils avaient toujours la possibilité de s'y replier et de réapparaitre ailleurs, d'en recevoir vivres et munitions, d'y soigner leurs blessés, d'y instruire leurs soldats et leurs cadres.

Les relations des partisans grecs et des partisans yougoslaves furent toujours des plus amicales, des plus étroites. Quand le Komintern excommunia Tito, ceci éclata comme une bombe parmi les partisans de Markos. Aucun de ces hommes ne pouvait accorder un crédit sérieux aux allégations du Kremlin. Pris entre leur dévouement au Kremlin et leur amitié traditionnelle avec les partisans yougoslaves, leurs intérêts vitaux étant liés à la Yougoslavie, les partisans grecs ont eu toute la maturité de compromis, évitant d'entrer avec emphase dans le chour des « collaborationnistes » et poursuivant leur antibatation technique avec Belgrade. Markos, personnellement, avec une partie des dirigeants stalinistes grecs, parait avoir résisté à toute maturité définitive avec Tito; il se peut même qu'il n'ait jamais été convaincu de « déviations opportunistes » et « nationalistes » de celui-ci.

(Suite page 3.)

En page 2 : Fruits du régime stalinien au procès Kravchenko

Les « offensives de paix » n'assurent pas la paix

Grande agitation dans les chancelleries. Staline a engagé une « offensive de paix » et s'efforce de rencontrer Truman...

Les impérialistes de Paris et de Londres, qui avaient peur d'une entente Truman-Staline à leurs dépens, respirent; maintenant, ils ont peur de se reconforter une déclaration de De Gaulle...

Peut-il y avoir un accord entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. La troisième guerre mondiale est-elle inévitable? C'est ce que se demandent des millions d'êtres humains...

Dans « l'offensive de paix » interviennent tous les propagandistes stalinien, des intellectuels, des prêtres, etc. : l'U.R.S.S., disent-ils, même une politique pacifique...

Le gouvernement soviétique cherche à éviter la guerre, non pour des raisons de moralité suprême, mais pour des raisons de pure opportunité...

Sur cet aspect de la diplomatie de Moscou, il y aurait peu à dire; nous n'avons jamais poussé les hauts cri lorsqu'il s'agit du pacte germano-soviétique en 1939...

Il n'y a pas de coexistence pacifique possible...

« L'offensive de paix » stalinienne est parallèle à la politique des « grèves tournantes ». Celles-ci et celles-là visent qu'à exercer une pression sur les bourgeois de l'Europe occidentale pour obtenir d'elle qu'elle soutienne moins favorablement l'impérialisme yankee...

La seule véritable lutte pour la paix, aujourd'hui, c'est la lutte révolutionnaire du prolétariat et des masses coloniales contre l'impérialisme. Le Komintern et ses partis ne sont qu'un moyen de la bureaucratie du Kremlin pour faire pression sur les gouvernements européens...

Pierre FRANK.

GRÈVE DANS LE PORT D'AMSTERDAM

Amsterdam, le 20 janvier 1949. — Une grève d'ouvriers du bois a éclaté dans le port d'Amsterdam. Elle s'est rapidement étendue à plusieurs autres entreprises de chargement et de déchargement...

Le RCP, Section néerlandaise de l'IV^e Internationale, s'est adressé aux travailleurs du port de Rotterdam pour les appeler à ne pas accepter le déchargement des navires restés en panne à Amsterdam...

Durant la réunion des grévistes, les dockers ont expulsié de la salle un dirigeant stalinien qui voulait leur imposer bureaucratiquement la ligne aventureuse que le P.C. néerlandais défend actuellement.

CERCLE LENINE

à la Mutualité, rue St-Victor à 20 h. 30. Métro: Maubert

Vendredi 18 Février La liberté du peintre Art et Ukase par Alvar

Vendredi 4 Mars « L'affaire Kravchenko » par Blanchard

Les Amis de « La Vérité » sont invités à ces Conférences.

Le limogage de Markos

(Suite de la page 1)

si non sympathique, du moins équivoque envers Tito. C'est ce qui apparaît clairement des changements intervenus dans l'état-major des partisans et dans le « gouvernement de la Grèce libre »...

Il se peut aussi que Moscou ait voulu, une deuxième fois, se servir du mouvement des partisans comme monnaie d'échange dans ses transactions actuelles avec l'impérialisme et leur impôt armé...

Dans quelle mesure les partisans grecs sont-ils disposés à jouer simplement le rôle de pion dans le jeu diplomatique du Kremlin...

« J'ai du respect et une affection profonde pour M. Churchill. » Je suis certain pour cent opposé à l'idée de traiter M. Bevin de traître...

Markos représente la tendance de l'opinion bureaucratique dirigeant qui était réticente au contrôle direct et absolu du Kremlin...

livre tout ce qui concerne la Révolution d'Octobre, le rôle de Lénine, Trotsky, des vieux Bolcheviks, est complètement falsifié...

« J'ai du respect et une affection profonde pour M. Churchill. » Je suis certain pour cent opposé à l'idée de traiter M. Bevin de traître...

« J'ai du respect et une affection profonde pour M. Churchill. » Je suis certain pour cent opposé à l'idée de traiter M. Bevin de traître...

« J'ai du respect et une affection profonde pour M. Churchill. » Je suis certain pour cent opposé à l'idée de traiter M. Bevin de traître...

« J'ai du respect et une affection profonde pour M. Churchill. » Je suis certain pour cent opposé à l'idée de traiter M. Bevin de traître...

« J'ai du respect et une affection profonde pour M. Churchill. » Je suis certain pour cent opposé à l'idée de traiter M. Bevin de traître...

« J'ai du respect et une affection profonde pour M. Churchill. » Je suis certain pour cent opposé à l'idée de traiter M. Bevin de traître...

« J'ai du respect et une affection profonde pour M. Churchill. » Je suis certain pour cent opposé à l'idée de traiter M. Bevin de traître...

« J'ai du respect et une affection profonde pour M. Churchill. » Je suis certain pour cent opposé à l'idée de traiter M. Bevin de traître...

« J'ai du respect et une affection profonde pour M. Churchill. » Je suis certain pour cent opposé à l'idée de traiter M. Bevin de traître...

« J'ai du respect et une affection profonde pour M. Churchill. » Je suis certain pour cent opposé à l'idée de traiter M. Bevin de traître...

L'action de la « Ligue Communiste » de Chine

Shanghai, le 7 janvier 1949. — Alors que les forces armées conduites par le parti stalinien chinois avancent triomphalement vers la vallée du Yang-Tsé...

Shanghai, le 7 janvier 1949. — Alors que les forces armées conduites par le parti stalinien chinois avancent triomphalement vers la vallée du Yang-Tsé...

Shanghai, le 7 janvier 1949. — Alors que les forces armées conduites par le parti stalinien chinois avancent triomphalement vers la vallée du Yang-Tsé...

Shanghai, le 7 janvier 1949. — Alors que les forces armées conduites par le parti stalinien chinois avancent triomphalement vers la vallée du Yang-Tsé...

Shanghai, le 7 janvier 1949. — Alors que les forces armées conduites par le parti stalinien chinois avancent triomphalement vers la vallée du Yang-Tsé...

Shanghai, le 7 janvier 1949. — Alors que les forces armées conduites par le parti stalinien chinois avancent triomphalement vers la vallée du Yang-Tsé...

Shanghai, le 7 janvier 1949. — Alors que les forces armées conduites par le parti stalinien chinois avancent triomphalement vers la vallée du Yang-Tsé...

Shanghai, le 7 janvier 1949. — Alors que les forces armées conduites par le parti stalinien chinois avancent triomphalement vers la vallée du Yang-Tsé...

Shanghai, le 7 janvier 1949. — Alors que les forces armées conduites par le parti stalinien chinois avancent triomphalement vers la vallée du Yang-Tsé...

Shanghai, le 7 janvier 1949. — Alors que les forces armées conduites par le parti stalinien chinois avancent triomphalement vers la vallée du Yang-Tsé...

Shanghai, le 7 janvier 1949. — Alors que les forces armées conduites par le parti stalinien chinois avancent triomphalement vers la vallée du Yang-Tsé...

Shanghai, le 7 janvier 1949. — Alors que les forces armées conduites par le parti stalinien chinois avancent triomphalement vers la vallée du Yang-Tsé...

Shanghai, le 7 janvier 1949. — Alors que les forces armées conduites par le parti stalinien chinois avancent triomphalement vers la vallée du Yang-Tsé...

Shanghai, le 7 janvier 1949. — Alors que les forces armées conduites par le parti stalinien chinois avancent triomphalement vers la vallée du Yang-Tsé...

Shanghai, le 7 janvier 1949. — Alors que les forces armées conduites par le parti stalinien chinois avancent triomphalement vers la vallée du Yang-Tsé...

Shanghai, le 7 janvier 1949. — Alors que les forces armées conduites par le parti stalinien chinois avancent triomphalement vers la vallée du Yang-Tsé...

Shanghai, le 7 janvier 1949. — Alors que les forces armées conduites par le parti stalinien chinois avancent triomphalement vers la vallée du Yang-Tsé...

Shanghai, le 7 janvier 1949. — Alors que les forces armées conduites par le parti stalinien chinois avancent triomphalement vers la vallée du Yang-Tsé...

Shanghai, le 7 janvier 1949. — Alors que les forces armées conduites par le parti stalinien chinois avancent triomphalement vers la vallée du Yang-Tsé...

Shanghai, le 7 janvier 1949. — Alors que les forces armées conduites par le parti stalinien chinois avancent triomphalement vers la vallée du Yang-Tsé...

Shanghai, le 7 janvier 1949. — Alors que les forces armées conduites par le parti stalinien chinois avancent triomphalement vers la vallée du Yang-Tsé...

Shanghai, le 7 janvier 1949. — Alors que les forces armées conduites par le parti stalinien chinois avancent triomphalement vers la vallée du Yang-Tsé...

Shanghai, le 7 janvier 1949. — Alors que les forces armées conduites par le parti stalinien chinois avancent triomphalement vers la vallée du Yang-Tsé...

Shanghai, le 7 janvier 1949. — Alors que les forces armées conduites par le parti stalinien chinois avancent triomphalement vers la vallée du Yang-Tsé...

Shanghai, le 7 janvier 1949. — Alors que les forces armées conduites par le parti stalinien chinois avancent triomphalement vers la vallée du Yang-Tsé...

Shanghai, le 7 janvier 1949. — Alors que les forces armées conduites par le parti stalinien chinois avancent triomphalement vers la vallée du Yang-Tsé...

Shanghai, le 7 janvier 1949. — Alors que les forces armées conduites par le parti stalinien chinois avancent triomphalement vers la vallée du Yang-Tsé...

Shanghai, le 7 janvier 1949. — Alors que les forces armées conduites par le parti stalinien chinois avancent triomphalement vers la vallée du Yang-Tsé...

MARTY 1919

MARTY 1949

A l'occasion du XXV^e Anniversaire de la mort de Lénine, qui est aussi le XXX^e Anniversaire de la Révolte de la Mer Noire, Marty a fait un discours à la Mutualité...

Dans son discours, Apré Marty, après Ducloux, affirme: « Au temps de Valmy, pendant la Grande Révolution Française, tout homme avait deux patries, la sienne et la France. Aujourd'hui, de même, tout travailleur, tout être opprimé a deux patries, la sienne et l'U.R.S.S. »

En disant cela, Marty se réclame de Marx et de Lénine. Quel cynisme dans cette déclaration, quand les deux grands guides du prolétariat mondial ont toujours affirmé et démontré, dans la lutte, que l'idée même de patrie est un mensonge de la bourgeoisie pour camoufler ses guerres, ses antagonismes avec d'autres blocs impérialistes.

C'est sur cette affirmation que Marty essaie de tirer les conclusions de la révolte de la Mer Noire, assassinées au goût du jour: être les meilleurs patriotes pour l'indépendance nationale.

Nous lisons dans la conclusion de la brochure: « Les marins et soldats révolutionnaires ont osé, ils ont osé tenir son contrôle et son prestige parmi les partisans et les prolétaires grecs. Cette façon d'agir de Moscou est en réalité un coup de poignard dans le dos de la résistance des masses. »

« Ainsi, ils réhabilitaient la marine militaire devant le peuple français. »

Pour Marty, les soldats qui refusaient de tirer contre les grévistes dans les dernières grèves des mineurs, à Saint-Etienne ou à Clermont-Ferrand, essayaient peut-être aussi de « réhabiliter devant le peuple français » l'armée bourgeoise, rempart du Gouvernement et de l'Etat, rempart du capitalisme et de la bourgeoisie française!

C'est vraiment faire injure à la mémoire de Jeanne Labouret et autres mutins tombés en Mer Noire que de les glorifier, aujourd'hui comme d'ardents patriotes.

Patriotes de quoi, Marty? De Gaulle aussi alors et vous l'avez glorifié, il fut un temps vers 1944, comme un grand patriote.

Ne mêlez pas le patriotisme aujourd'hui à l'internationalisme prolétarien qui animait les révolutionnaires de 1919. Ils étaient fidèles à Marx et à Lénine. Vous êtes fidèles à Staline et faites fi de la phrase du manifeste communiste: « Les prolétaires n'ont pas de patrie. »

En 1928 le patriotisme des socialistes leur interdisait.

Aujourd'hui, sous ce nom de ce même patriotisme que vous glorifiez les jeunes révolutionnaires de la Mer Noire et des bagnes militaires.

Ils luttaient pour renverser la bourgeoisie et son patriotisme tricolore. Ils se rangèrent sous les plis du drapeau rouge, pour le même but: renverser par aujourd'hui les recourir avec du « bleu, blanc, rouge ».

Lénine a appris aux jeunes révolutionnaires que la lutte contre l'Etat était une lutte contre toute l'organisation capitaliste. Il a montré qu'il fallait renverser l'Etat bourgeois et le remplacer par l'Etat ouvrier. Il nous a montré qu'il fallait renverser l'armée bourgeoise et la remplacer par l'armée rouge.

Les jeunes révolutionnaires aujourd'hui, sur qui pèsent lourdement le danger d'une nouvelle guerre impérialiste, ne peuvent lutter pour ne plus jamais revoir la barbarie guerrière du capitalisme. Ils luttent journellement pour assurer leur condition de vie, leur droit à la vie.

La lutte contre le fascisme renaisissant et la guerre ne peut être que la lutte révolutionnaire pour l'instauration des Etats-Unis Socialistes d'Europe et du Monde.

En 1919, Lénine et Trotsky avaient compris que la seule manière de sauvegarder la Révolution Russe était de porter la lutte révolutionnaire dans les pays capitalistes qui l'attaquaient.

Les jeunes révolutionnaires aujourd'hui, dans les grèves ou à l'armée, luttent contre le patronat et l'Etat et s'ils se rattachent à l'exemple de leurs aînés, c'est pour abattre le régime bourgeois, pour qu'il n'y ait plus de « patrie », mais un monde où la « classe » des exploités sera supprimée.

Raymond VANET.

AU PROCÈS KRAVCHENKO

avant tout la haine des contre-révolutionnaires, des gardes blancs, contre ce qui subsiste encore des grandes conquêtes de la Révolution d'Octobre.

L'ingénieur Krynko qui avoue avoir été Cedet n'oublie pas de marquer que la cause de tous les maux c'est « Le système de répartition appelé centralisation réglé par l'Etat. »

La propriété d'Etat, la collectivisation, le monopole du commerce extérieur, le système du plan, pour Kravchenko doivent être détruits. Et sur leurs ruines ressemblerait cette « libre société capitaliste » qui, en 1942, a vu des millions d'Hindous à la famine, a massacré des dizaines de milliers d'Algériens à Sétif, à Madagascar, en Afrique du Sud, etc...

Les bureaucrates points par eux-mêmes

Staline a envoyé au procès deux catégories de témoins. La première comprend les privilégiés du régime. La seconde, la confrérie de ce qu'on appelle « les amis de l'U. R. S. S. ». Nous allons examiner leurs déclarations.

Kolbaflov, membre du C. C. du Parti stalinien dépose: « En 1938 Kravchenko est nommé chef d'atelier. Il se mit à remplir les normes au-dessus de 100 %, mais il y avait 700.000 mètres de laines défilées. »

Pourquoi et comment Kravchenko a-t-il pu diriger ainsi son usine?

« Je convoquai une réunion du personnel ingénieurs et travailleurs techniques qui regarda de la part des ouvriers des plaintes quant à la mauvaise attitude vis-à-vis d'eux de Kravchenko, qui faisait le grand seigneur et négligeait de prendre en considération leurs plaintes motivées. »

Pour récompense de ses bons et loyaux services Kravchenko monte en grade: Dans l'usine qui est la sienne: « au cours d'une année, Kravchenko a pris 290 jours de vacances, c'est-à-dire qu'il n'était plus rendu à son lieu de travail. Il s'était approprié 17.000 roubles seulement en frais

de missions et autres indemnités du même genre. En outre il s'était approprié aussi 12.000 roubles pour frais de déménagement de sa famille, à proximité de son nouveau lieu de travail (les déménagements coûtent chers en U.R.S.S.). Bien entendu sa famille n'avait jamais déménagé pour cet endroit. Au total Kravchenko a détourné 60.000 roubles. »

Pour récompense, Kravchenko devient pour le moins un haut fonctionnaire, un commissaire du peuple, et il voit expédié aux Etats-Unis, où un autre bureaucrate, Roubovoff, déclare que Kravchenko faisait la morale, mais...

« Il n'y a rien de particulièrement criminel dans toute l'activité antérieure de Kravchenko. »

Ainsi, pour les bureaucrates, se conduire en grand seigneur avec les ouvriers, froquer le plan de production, détourner l'argent de l'Etat, faire la « noce » dans de luxueux cabarets, non seulement n'a rien de répréhensible, mais permet de monter dans la hiérarchie de l'Etat bureaucratique.

Terrible aveu de la réalité stalinienne. Ou la démocratie prolétarienne n'existe plus ou le matériel des conquêtes de la Révolution et matériellement de leurs propres conquêtes de la Révolution d'Octobre. Une différence essentielle subsiste encore entre les Kravchenko et les Romanoff et autres bureaucrates en place. Les uns veulent asséoir leur privilège par le rétablissement de la propriété privée. Les autres espèrent les consolider sur la base des conquêtes de la Révolution. Mais les uns et les autres sont psychologiquement, humainement identiques. Et Kravchenko n'a pas tout de déclarer que « bon nombre de ceux qui témoignent contre lui sont comme lui ». Dans la bureaucratie stalinienne les Kravchenkistes sont nombreux.

La grande Confrérie des amis de l'U.R.S.S.

Premier témoin de moralité M. Albert Kahn, grand spécialiste des questions d'espionnage, écrit un livre publié par le sénateur bourgeois Pepper sur « la grande conspiration contre l'U.R.S.S. ». Dans ce

livre tout ce qui concerne la Révolution d'Octobre, le rôle de Lénine, Trotsky, des vieux Bolcheviks, est complètement falsifié. M. Kahn se présente: Il a une grande admiration pour Roosevelt, géant durant 11 ans des intérêts de Wall-Street. Il est partisan d'une « paix dure » sur le dos des prolétaires allemands. Il ne veut pas se « livrer à des attaques contre le gouvernement ou contre son pays ». Il s'agit du gouvernement impérialiste. Truman qui ouvertement prépare la guerre contre l'U.R.S.S. Plus intéressant que ce fait journalistique américain est le député travailliste anglais Ziliacius:

« J'ai du respect et une affection profonde pour M. Churchill. » Je suis certain pour cent opposé à l'idée de traiter M. Bevin de traître. En disant cela, Kahn veut de considérer les policiers, capitalistes, ces me des traîtres de la classe ouvrière. Ce politicien social-démocrate a été officier de renseignements des armées interventionnistes contre l'U.R.S.S. en 1919, jamais la pensée ne lui est venue de passer dans le camp de la Révolution et de refuser de porter les armes contre la Révolution Russe.

M. Ziliacius admet les atrocités de la collectivisation, la dictature policière du Guepécou, Staline ne pouvait pas opérer autrement. Attendez, explique-t-il: « Je crois qu'il faudrait encore une trentaine d'années avant que les pays de la Révolution Sociale, y compris la Russie Soviétique, arrivent à des conceptions de la liberté et des droits de l'individu et des minorités qui ressemblent aux nôtres pour qu'il y ait une politique d'amitié avec ces pays. »

Les divergences qui opposent Ziliacius et ses amis Bevin, Truman et Churchill se situent uniquement sur ce terrain. Pour lui, il faut laisser faire les années et la Russie Soviétique arrivera, d'elle-même, par la politique de la liberté du Guepécou, à « nos » concepts de la liberté, c'est-à-dire aux conceptions de la liberté de Kravchenko et des capitalistes. De quoi vous plaignez-vous déclare Ziliacius: « Staline, en 1927, a refusé le socialisme dans un pays vis-à-vis de la Révolution permanente. » Ziliacius a bien compris. En 1927 Staline a remporté une victoire sur la Révolution mondiale, et posé les bases d'un régime qui, par l'extension des privilèges bureaucratiques, la suppression de la liberté de pensée, les conditions nécessaires à la victoire de la contre-révolution bourgeoise.

Pierre LAMBERT.

ACHETEZ DIFFUSEZ L'APPEL DU BUREAU POLITIQUE DU P.C.I. Contre la misère, le fascisme et la guerre 1 brochure 8 pages 5 fr. par 10 et au-dessus 4 fr. FRANCO DE PORT Adressez commandes et fonds à M. CORVIN 19, rue Daguerre - Paris 14^e C. C. P. - 6.964 - 96

La crise du mouvement syndical

Le Cartel d'Unité d'Action Syndicaliste

S I bon nombre de travailleurs ont compris que Frachon et les chefs de la C.N.T. ont provoqué la défaite des mineurs en stoppant à la grève générale, ils ne peuvent certes pas se tourner aujourd'hui vers Jouhaux et les dirigeants « Force Ouvrière » qui, dès le début de la grève, firent bloc avec le Gouvernement des patrons.

Alors faut-il former des Syndicats autonomes et ainsi accroître encore la terrible dispersion des forces ouvrières ?

La situation n'a jamais été aussi grave et c'est avec angoisse que les militants ouvriers se posent aujourd'hui la question: « A qui faire confiance maintenant ? »

Voilà le plus important problème posé au Cartel d'Unité d'Action Syndicaliste constitué le 20 novembre 48 entre la C.N.T., la Fédération des Syndicats autonomes, les minorités révolutionnaires de la C.G.T. et de la C.G.T.-F.O., la tendance « Unité Syndicale » et la tendance « Ecole Emancipée ».

Si le Cartel ne sait pas répondre à ce problème, nous l'affirmons: son existence sera inutile.

Le morcellement syndical

Il ne peut en aucun cas être question de constituer une nouvelle organisation syndicale (une de plus), mais d'une tâche bien plus difficile: sélectionner dans toutes les centrales ouvrières actuelles une direction syndicale capable de regrouper toutes les tendances, de permettre une large et démocratique confrontation des courants d'opinion afin de rendre en même temps que la confiance, la cohésion de tous les ouvriers dans leur lutte face au patron contre la misère, la répression et le danger gaulliste. Seule, une telle direction serait capable de diriger l'action du Front Unique prolétarien.

La tâche est difficile, car précisément les dirigeants de toutes les centrales existantes ont transformé les Syndicats en organisations monolithiques au service d'une idéologie, excluant ainsi toute possibilité de cohabitation démocratique des tendances, donc privant les Syndicats de leur rôle progressif essentiel, celui d'un Front unique ouvrier contre les patrons.

Les représentants des tendances « Unité Syndicale », de « l'Ecole Emancipée » et de la Fédération de l'Enseignement ont, avec raison, au cours des travaux de la Conférence du 20 novembre, manifesté une opposition constante à la formation d'une nouvelle centrale ainsi qu'à la formation de la Fédération des Syndicats autonomes comme étape vers cette nouvelle centrale.

Le Rôle que peut jouer le Cartel

Il est clair que ce Front unique, pour être efficace, devra par tous les moyens s'efforcer sur tous les lieux de combat de la C.N.T., de la Fédération de toutes tendances ou inorganisés. Nous pensons que dans cette voie, il est possible de rendre confiance aux travailleurs qui auront à désigner eux-mêmes démocratiquement leur direction.

Nous divergeons ici sensiblement de la C.N.T. et du « Libérateur » qui, sous la signature de Boncher, écrit: « Pour nous, la seule unité viable est celle qui résultera du départ de tous les révolutionnaires conscients et propres des centrales politisées ». Cette orientation en clair aboutirait à isoler les révolutionnaires des masses et aussi à renforcer l'emprise des bureaucraties sur elles.

Le Cartel d'Unité d'Action syndicaliste peut permettre sur chaque chantier, dans chaque usine un contact entre les militants des minorités des différentes centrales de la C.N.T. ou inorganisés qui envisageront les moyens à utiliser pour convaincre leurs organisations respectives ou leurs camarades d'atelier désabusés de participer à une action collective offrant toute garantie démocratique.

Les membres du Cartel, bien qu'appartenant à des organisations différentes, en proposant ainsi les moyens propres à assurer la victoire contre le patron, apparaîtront aux yeux du personnel de l'entreprise comme la nouvelle direction syndicale, justement parce qu'ils auront eu le pas attendu, en prêchant par leur chapeau, le départ de tous les révolutionnaires de la centrale concurrente, mais au contraire associer dans la discussion toutes les tendances dans l'action pour ne former qu'un bloc face au patron.

Les revendications contenues dans le programme minimum du Cartel, parce qu'elles énoncent toutes les causes de division, peuvent servir de base à la reconstitution d'un Front commun des travailleurs. C'est en particulier: l'échelle mobile sur la base des indices de 1933, compression de l'hérentiel des Réformes aux 40 heures sans diminution de salaire. Suppression des zones de salaires, primes de rendement et du salaire à la tâche.

Dans un dernier communiqué, le Cartel demande une augmentation des

salaires égale pour tous de 7.000 fr. par mois.

Les syndicalistes révolutionnaires dans le Cartel

Ainsi la vieille tendance syndicaliste révolutionnaire de l'enseignement, « l'Ecole Emancipée » et celle d'intercorporations et intercentrales de l'Unité Syndicale ont raison de participer au Cartel. Nous pensons aussi que les réserves formulées par cette dernière dans une lettre aux autres organisations participantes sont non seulement justifiées, mais aussi profondément progressives.

Il est dit dans la lettre: 1° « le regret de la formation de la Fédération des Syndicats autonomes qui risquerait d'être un obstacle supplémentaire à la réunification en une seule centrale démocratique, objectif permanent de l'Unité Syndicale »;

2° « que l'Unité Syndicale ne pourra participer au cartel que si très nettement les Syndicats R.P.F. et les membres R.P.F. sont exclus du Cartel comme le Roger Paul, Lambert » (ce qui fut accepté par le Cartel).

Cette question, en effet, est primordiale, on put s'en rendre compte à la Conférence du 28 novembre où les tentatives d'infiltration du gaullisme dans le mouvement ouvrier furent démasquées par les interventions du représentant de l'Unité Syndicale et contraignant Clément, du Syndicat autonome du Métro, à se retirer du Cartel;

3° la lettre précise en dernier point « que l'Unité Syndicale ne peut admettre que dans la réalisation de l'Unité d'action, l'exclusivité soit jetée contre aucune centrale syndicale ouvrière ».

Pour conclure

Nous pensons que le Cartel d'Unité d'Action syndicaliste peut jouer un rôle progressif dans la mesure où il permet le regroupement des arces ouvrières dans la lutte, étape vers la réunification en une seule centrale. Sa transformation en une sixième ou septième organisation syndicale serait une nouvelle défaite ouvrière.

Une fermeté absolue à l'égard des principes de lutte de masse peut seule éviter que le Cartel soit utilisé par des éléments réactionnaires camouflés. Tout en permettant la fructueuse cohabitation de tous les courants d'opinion, les tendances syndicalistes révolutionnaires du Cartel doivent combattre par les mots d'ordre de classe qui permettent la réalisation dans l'action des revendications.

J. J. LEVER

A l'Arsenal de Puteaux

Comme partout ailleurs les grèves de novembre-décembre dernières se sont terminées ici par la scission syndicale. Mais malgré l'évidente complaisance de l'administration le cartel de la C.G.T. et de la Fédération syndicaliste apparaît à juste titre à de nombreux ouvriers comme une entreprise d'assurance contre la grève. Le fait qu'au cours des élections un nombre important de voix se soient portées sur les listes du cartel et qu'un nombre encore plus grand de camarades n'aient pas participé au vote (70 décrets, 500 votants, 360 C.G.T., 130 C.F.T.-F.O.) ne fait que traduire la désorientation des ouvriers devant l'incapacité des Frachonistes de les regrouper sur de clairs objectifs de combat. Leur refus d'organiser la grève générale au moment de la grève des mineurs malgré l'intérêt de nos camarades législatifs du Conseil Syndical, leur négation de la volonté de lutte de la classe ouvrière, volonté affirmée dans les faits quelques jours plus tard (combat contre la police à Puteaux et à Suresnes) leur confusionnisme politique (pseudo lutte pour la paix avec les révérends pères du Congrès de Wrocław) et l'absence de soutien de la lutte les peuples coloniaux contre l'impérialisme) leurs incohérences, leurs contradictions (pendant que se publiait à Saint-Etienne un appel internationaliste aux mineurs allemands, on diffusait à l'usine les pires mots d'ordre chauvinistes), tout a contribué à rejeter les ouvriers dans l'absentéisme syndical. Nous connaissons beaucoup de bons camarades, vieux syndiqués de la C. G. T., anciens membres du P. C. F., révoqués de novembre 1938, qui n'ont même pas repris leur carte syndicale.

C'est là une situation en soi pour la direction composée d'officiers réactionnaires, qui représente par morceaux ce qu'elle avait accompli en 1944: interdiction de réunion des organismes syndicaux pendant le travail, exigence de la communication 15 jours à l'avance des réunions syndicales se tenant dans les locaux de l'usine après le travail. Un jour de grève partielle un responsable syndical a été expulsé physiquement d'un atelier, un ouvrier a été piégé pour « entraves à la liberté du travail ».

Cette fatigue des ouvriers se manifeste même parmi les éléments de la fraction Frachoniste de la direction syndicale. Un de ses membres avouait à un de nos camarades sa surprise alors qu'il attendait un tract contre les lois scélérates d'avoir reçu l'effet tract de l'Intersyndical signé Simat-Vianc qui attaquait les militants révolutionnaires qui dans toutes les usines de la localité ont toujours été au su et vu de tous présents à leur poste de combat.

La tenue des cartes vient d'être faite, un ouvrier sur deux n'est plus membre de la C. G. T. Que nous voyons dans des claironnements bulletins de victoire du « Travailleur de

LEFAUCHEUX réduit les temps

Une vaste offensive contre la classe ouvrière a commencé chez Renault dont la baisse des temps est un des aspects.

Lefaucheux vient de sortir un projet appelé « limite de sécurité » qui fixe un plafond maximum à 145 % avec des tolérances. Le manœuvre et l'atelier il fixe un plafond légèrement au-dessus du coefficient moyen de l'usine, mais grandement au-dessus de certains départements (certains ateliers, comme le décolletage, les fonderies, le polissage réglage jusqu'à 160 % de la production moyenne).

Lefaucheux réalise ainsi une double manœuvre: 1° il permet à certaines catégories de travailleurs d'augmenter leur salaire, c'est-à-dire à ne pas protester contre cette mesure; 2° il baisse certains salaires. Par exemple, au décolletage, le nouveau système Lefaucheux amène une perte sèche de 9,50 de l'heure. Diviser pour régner, telle est sa devise.

Au décolletage, la réaction des ouvriers et des ouvrières ne s'est pas fait attendre. Une pétition a été signée individuellement pour protester contre ces mesures. Aux fonderies des pourparlers ont été engagés pour empêcher ce système. Ces pourparlers ont partiellement abouti.

Mais il faut faire plus. Car même, ce sera sous une nouvelle forme, la même menace qui resurgira. Le danger le plus grand subsiste: le salaire au rendement. La manœuvre de Lefaucheux risque d'aboutir tout de suite à ce système de l'usine n'est pas soude par une revendication commune. Cette revendication doit être: production ou pas production, il faut que le manœuvre ou l'ouvrier (non pas de 1 à 8 comme il est maintenant, mais de 1 à 4), à partir de cette base. Si cette revendication ne peut être obtenue tout de suite, toutes les revendications partielles que nous mettons en avant doivent tendre dans ce sens.

Toutes les organisations syndicales et politiques doivent se mettre d'accord à la base et au sommet pour mener un tel combat. Aux militants de Force Ouvrière de protester contre l'attitude scandaleuse de leurs dirigeants qui ont déclaré que « le projet Lefaucheux était juste », certains ouvriers signaient trop ». Aux militants de la C.G.T. et du P.C.F. de demander à leurs dirigeants de condamner le salaire progressif. Boyer, militant C.G.T. de l'A.O.C., a encore proposé à une Assemblée syndicale le 8 février 1949.

La C.G.T. doit prendre la tête de cette bataille (une vraie celle-là) et balayer de son sein toutes les tendances réactionnaires qui s'y sont installées. Pour ne citer qu'un fait: pour préparer le Congrès régional extraordinaire de la Métallurgie des 12 et 13 février, le Conseil syndical se borna à lire les 21 noms des délégués présentés par la direction de la section syndicale.

Lutter contre Lefaucheux, c'est aujourd'hui lutter contre la réduction des temps. Dans ce combat, les ouvriers auront reconnu que quels sont leurs vrais défenseurs et se choisir une direction révolutionnaire.

A l'Arsenal de Puteaux

Comme partout ailleurs les grèves de novembre-décembre dernières se sont terminées ici par la scission syndicale. Mais malgré l'évidente complaisance de l'administration le cartel de la C.G.T. et de la Fédération syndicaliste apparaît à juste titre à de nombreux ouvriers comme une entreprise d'assurance contre la grève. Le fait qu'au cours des élections un nombre important de voix se soient portées sur les listes du cartel et qu'un nombre encore plus grand de camarades n'aient pas participé au vote (70 décrets, 500 votants, 360 C.G.T., 130 C.F.T.-F.O.) ne fait que traduire la désorientation des ouvriers devant l'incapacité des Frachonistes de les regrouper sur de clairs objectifs de combat. Leur refus d'organiser la grève générale au moment de la grève des mineurs malgré l'intérêt de nos camarades législatifs du Conseil Syndical, leur négation de la volonté de lutte de la classe ouvrière, volonté affirmée dans les faits quelques jours plus tard (combat contre la police à Puteaux et à Suresnes) leur confusionnisme politique (pseudo lutte pour la paix avec les révérends pères du Congrès de Wrocław) et l'absence de soutien de la lutte les peuples coloniaux contre l'impérialisme) leurs incohérences, leurs contradictions (pendant que se publiait à Saint-Etienne un appel internationaliste aux mineurs allemands, on diffusait à l'usine les pires mots d'ordre chauvinistes), tout a contribué à rejeter les ouvriers dans l'absentéisme syndical. Nous connaissons beaucoup de bons camarades, vieux syndiqués de la C. G. T., anciens membres du P. C. F., révoqués de novembre 1938, qui n'ont même pas repris leur carte syndicale.

C'est là une situation en soi pour la direction composée d'officiers réactionnaires, qui représente par morceaux ce qu'elle avait accompli en 1944: interdiction de réunion des organismes syndicaux pendant le travail, exigence de la communication 15 jours à l'avance des réunions syndicales se tenant dans les locaux de l'usine après le travail. Un jour de grève partielle un responsable syndical a été expulsé physiquement d'un atelier, un ouvrier a été piégé pour « entraves à la liberté du travail ».

Cette fatigue des ouvriers se manifeste même parmi les éléments de la fraction Frachoniste de la direction syndicale. Un de ses membres avouait à un de nos camarades sa surprise alors qu'il attendait un tract contre les lois scélérates d'avoir reçu l'effet tract de l'Intersyndical signé Simat-Vianc qui attaquait les militants révolutionnaires qui dans toutes les usines de la localité ont toujours été au su et vu de tous présents à leur poste de combat.

La tenue des cartes vient d'être faite, un ouvrier sur deux n'est plus membre de la C. G. T. Que nous voyons dans des claironnements bulletins de victoire du « Travailleur de

« Nous rentrons avec 3 francs hiérarchisés » nous dit un métallo chez Panhard

DANS le métro, lundi, je venais de lire le communiqué de « l'Humanité » sur la grève Panhard: « Panhard peut se débattre, il le devra discuter. Les Comités d'entreprise réunis ce matin défendraient une nouvelle fois avec force les revendications de tout le personnel. »

Bon, les ouvriers tiennent, me disais-je. Panhard et le Grand Patronat, qui ont voulu faire de cette grève une preuve de force décisive, devront céder.

Mais à la porte de l'usine, j'allais déchanter. Des milliers d'ouvriers sortaient.

J'interroge un jeune métallo. « Où en est la grève ? »

« Presque tout le monde est rentré, me répond-il. Il n'y a qu'une centaine d'ouvriers encore dans l'usine. Ils n'ont pas été rappelés, Panhard a échelonné les rentrées sur trois semaines. »

Mais vous faites la grève à l'intérieur de l'usine ?

« Non, c'est impossible. Quand je suis rentré vendredi matin, je suis venu dans l'usine sans rien faire. Le chef d'atelier est venu me trouver et m'a dit: « Si dans cinq minutes tu n'as pas repris le travail, je te fous à la porte. » Les autres travaillaient. J'ai remis la machine en marche. »

Mais la production a baissé ?

« Non. Avant la grève, à la chaîne des V.P.3, les ouvriers ont été encouragés, ils ne recommenceront pas la lutte. Et beaucoup ont reçu des lettres d'avertissement; à la troisième lettre, c'est le renvoi. L'impression générale, c'est qu'on s'est fait avoir. Ce que nous voulions, c'est une augmentation suffisante et égale pour tous avec la hiérarchie, ce sont les bas salaires qui sont encore défavorisés. »

Et la solidarité des autres entreprises ?

« Elle a joué. L'argent est rentré, mais ça ne pouvait être suffisant pour certains. Le monde sentait que Panhard avait derrière lui tous les autres patrons. Et nous, on n'avait pas le sentiment que l'ensemble des ouvriers était avec nous. Et puis, ces rentrées échelonnées nous ont démunis. C'était impossible de maintenir le front avec tous les gens dedans l'usine subissant la pression de la maîtrise et d'autres dehors. Panhard est arrivé à ses fins, il ne nous accorde que quelques miettes et il a décapité le Syndicat d'éléments combattifs. »

La grève Panhard doit être une leçon pour tous. Elle aurait pu aboutir. Elle aurait pu ressouder les rangs des travailleurs et leur redonner confiance.

leur départ, les prisonniers de guerre Allemands étaient parqués avant d'être livrés ou délégués de « la Production » Reconcom à bonne mine aujourd'hui pour tenter de rejeter sur les syndicalistes de base les effroyables effets du chauvinisme stalinien en ce qui concerne la main-d'œuvre immigrée: « Ce qui est resté de la politique de production imposée par la C. G. T. c'est le rendement demandé maintenant au niveau le plus élevé de cette époque. »

Oui, continue le camarade, pour 654 francs par journée le piqueur doit faire ses quinze mètres de taille, ces quinze mètres qu'il avait atteints à l'époque de la production par « la Renaissance française ».

Aujourd'hui des mineurs neurent chaque jour alors que les délégués à la sécurité sont en prison. « On a remonte souvent ici plusieurs blessés par jour. »

« Avec les 650 francs, l'usure d'un bleu de travail et d'une paire d'épauillères par quinze jours quand on est dans des tailles étroites, que reste-t-il pour se nourrir et nourrir ses gens ? »

« Je comprends que c'est en effet un épouvantable piège si l'ouvrier qui quitte le mineur avec « ses avantages » s'achève ment gonflé par toute la bourgeoisie et ses valets sociaux-démocrates. Ces avantages il se les paye avec ses 654 francs par jour, c'est-à-dire pas souvent! Quelques attributions de beurre qu'il abandonne aux gens, quelques centaines de kilos de poussaie de charbon. Voilà les « avantages » du travailleur de la mine! Les « avantages réels » il faut les voir dans la mine. Les gamins de quinze ans triant le charbon dans un courant d'air de poussière, le travail torse nu sur le charbon coupant, le marteau piqueur qui polvérisé dans les poumons le moqueur de la silicose, les vestiaires grands comme une boîte à lettres, des douches de l'autre côté du carreau où des centaines d'ouvriers et ouvrières doivent s'entasser, etc., etc. »

Avec les mineurs du Nord

(Suite de la page 1)

« Cette vie que maintenant on les contraint à accepter grâce à la présence des C. R. S. et de l'Armée républicaine », ils n'en veulent plus.

ce. Elle aurait pu être la première victoire décisive ouvrant la perspective d'une nouvelle lutte d'ensemble de la classe ouvrière pour arracher le minimum vital et légitime mobile.

Il aurait suffi pour cela que les revendications mises en avant soient capables d'unir tous les travailleurs.

La leçon de chez Panhard ne sera pas perdue si les travailleurs comprennent qu'il leur faut porter à la direction de lutte, les militants qui, rejetant le programme de division des dirigeants confédérés, défendent et propulsent des revendications et des moyens de lutte unificateurs.

M. MESTRE.

A Nouvelles-Maisons

Les taux d'affûtage au rendement

« L'Usine de Nouvelles-Maisons (Meurthe-et-Moselle), les directeurs ont mis un nouveau système d'exploitation à partir de la première quinzaine de janvier, en élevant les taux d'affûtage au niveau du salaire minimum légal et en abaissant le coefficient de majoration des primes. »

Il n'est pas nécessaire d'être grand clerc pour constater que ce nouveau mode de paiement est une diminution du salaire lors que les primes dépassent les « moyennes », mais dans certains chantiers, ce sera une diminution permanente du salaire.

Aux Parcs-Expéditions, les ouvriers, dès lors que certains P.3 ont été déchargés, ont été réduits à 3 francs. Nous aurons en plus une prime d'assiduité de 3 francs de l'heure égale pour tous, mais pour la toucher, il ne faudra pas être pris en train de bavarder ou de se laver les mains. En fait, peu de gens ont touché ce P.3 de la bonne volonté du chef.

Panhard a-t-il pris des sanctions pour faits de grève ?

« Oui, Douze ouvriers dont des délégués au Comité d'entreprise et des adhérents de la C.G.T. ont été licenciés. Il y a peu de chance qu'ils soient réintégrés, car les ouvriers sont découragés, ils ne recommenceront pas la lutte. Et beaucoup ont reçu des lettres d'avertissement; à la troisième lettre, c'est le renvoi. L'impression générale, c'est qu'on s'est fait avoir. Ce que nous voulions, c'est une augmentation suffisante et égale pour tous avec la hiérarchie, ce sont les bas salaires qui sont encore défavorisés. »

A L'ATELIER CENTRAL

Dans ce service, un organisme spécialisé, une organisation du travail visant à augmenter le rendement. Cette nouvelle organisation, si elle a permis ou début d'améliorer sensiblement les primes, s'est surtout traduite par une augmentation de la production, profitable à l'usine. Par la suite, les temps ont été réduits dans de nombreux cas, ce qui a provoqué un mécontentement justifié notamment à l'Atelier Mécanique et à la Forge.

Récemment, les ouvriers du service, réunis spontanément dans les ateliers, ont envoyé une délégation à la direction du service pour protester contre les temps trop bas, menaçant de refuser le travail au bon, si une modification n'est pas apportée. Ils ont obtenu la promesse que pour certains bons, les temps sont calculés plus largement.

Ce que fut la grève Berliet

Depuis plusieurs semaines, les ouvriers de chez Berliet (Venissieux) manifestant leur mécontentement devant l'insuffisance de leurs salaires et la mauvaise qualité des repas servis à la cantine à laquelle il était impossible de manger. Par de nombreux débrayages, ils appuyèrent la délégation de la C.G.T. qui réclamait 30 % d'augmentation, une prime de panier de 70 francs, un relèvement des indemnités de logement.

Devant le refus du directeur de discuter sur l'augmentation, la délégation recula et ne se battit que pour l'indemnité de panier de 70 francs. Les dirigeants C.F.T.C. et F.O., eux, capitulèrent totalement en acceptant une indemnité de 43 francs. Encadrés par les dirigeants cégétistes, heureux de saisir cette occasion de limiter les revendications, les ouvriers, contrairement à ce qu'ils ont fait à la sortie du bureau, lui arrachèrent la promesse des 70 francs. Mais se refusant dans le maquis de la procédure d'arbitrage et appelant le Gouvernement à son aide, l'Usine revint sur sa promesse.

La grève se déclencha donc sur ce mot d'ordre insuffisant qui n'intéressait que la partie du personnel ne mangeant pas à la cantine.

Faute de revendications suffisantes et en raison des tractations menées en sous-main par les chrétiens et F.O., le mouvement perdit rapidement de sa force et au bout de huit jours, le travail reprit avant même que les dirigeants n'en donnent l'ordre.

L'inspection du travail refusa d'organiser le référendum promis par Lecote, prétendant que le travail était déjà repris. La C.G.T. organisa en le limitant au choix entre la prime de 70 francs et celle de 43 francs sans faire voter sur la reprise ou non de la grève.

Bien entendu, une forte majorité (4.539 contre 295) réclama les 70 francs.

Et maintenant! Les dirigeants savent bien qu'il est impossible de relancer la lutte sur ce mot d'ordre. Cette fois, personne ne suivait. Alors les ouvriers de chez Berliet vont-ils se déclarer satisfaits avec 43 francs de plus par jour ?

Non, ils doivent tout entendre: cégétistes, F.O., chrétiens, inorganisés et malgré leurs dénégations, sans eux, s'il le faut, nous démissionnerons un Comité de front unique qui dressera un personnel susceptible de la unir et par leur cohésion faire céder la direction.

CORRESPONDANT OUVRIER.

ABONNE - TOI! ADHÈRE AUX AMIS DE « LA VERITE »